

# CLAIMS RESOLUTION TRIBUNAL

---

[Seule la version originale en langue anglaise fait foi]

dans le cadre du *Holocaust Victim Assets Litigation*  
Affaire Numéro CV96-4849

## Décision d'attribution certifiée

en faveur du requérant [SUPPRIMÉ 1],  
représenté par Denis Delcros

en faveur du requérant [SUPPRIMÉ 2]

et en faveur de la requérante [SUPPRIMÉ 3]

## concernant le compte bancaire de F. Pfeiffer

Numéros de requête : 218132/AC; 218216/AC; 220335/AC; 220336/AC; 221280/AC

Montant de la décision d'attribution : 49,375.00 francs suisses

La présente décision d'attribution certifiée est basée sur les requêtes déposées par [SUPPRIMÉ 1] (ci-après : « le requérant [SUPPRIMÉ 1] ») concernant les comptes de [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ],<sup>1</sup> les requêtes de [SUPPRIMÉ 2] (ci-après : « le requérant [SUPPRIMÉ 2] ») concernant les comptes de [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ],<sup>2</sup> et la requête d'[SUPPRIMÉ 3], née [SUPPRIMÉ], (ci-après : « la requérant [SUPPRIMÉ 3] ») (ci-après ensemble : « les requérants ») concernant le compte de [SUPPRIMÉ].<sup>3</sup> Cette décision d'attribution concerne le compte non publié de F. Pfeiffer (ci-après : « le ou la titulaire du compte ») auprès de la succursale zurichoise de la banque [SUPPRIMÉ] (ci-après : « la banque »).

Toutes les décisions sont publiées. Toutefois, lorsque, comme en l'espèce, le requérant demande

---

<sup>1</sup> Le CRT a attribué auparavant ces comptes en faveur du requérant [SUPPRIMÉ 1]. Voir : *In re Accounts of [SUPPRIMÉ] and [SUPPRIMÉ]*, approuvée par la Cour le 9 août 2002.

<sup>2</sup> Le CRT n'a identifié aucun compte appartenant au parent du requérant [SUPPRIMÉ 2], [SUPPRIMÉ], dans la base de données de l'historique des comptes préparée suite à l'investigation menée par le *Independent Committee of Eminent Persons*, (ci-après : « l'ICEP » ou « l'investigation de l'ICEP ») afin d'identifier les comptes ayant probablement ou éventuellement appartenu à des victimes des persécutions nazies, selon la définition figurant dans les règles de procédure pour le règlement des requêtes, telles qu'amendées (ci-après : « les règles »). Le CRT informe le requérant [SUPPRIMÉ 2] que sa requête fera l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il y a lieu de rendre une décision d'attribution sur la base des informations fournies par le requérant [SUPPRIMÉ 2] ou d'autres sources. La requête déposée sur le compte de Johann Pfeiffer fera l'objet d'une décision séparée.

<sup>3</sup> Le CRT n'a identifié aucun compte appartenant au parent de la requérante [SUPPRIMÉ 3], [SUPPRIMÉ], dans la base de données de l'historique des comptes préparée suite à l'investigation de l'ICEP. Le CRT informe la requérante [SUPPRIMÉ 3] que sa requête fera l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il y a lieu de rendre une décision d'attribution sur la base des informations fournies par la requérante [SUPPRIMÉ 3] ou d'autres sources.

que sa requête soit traitée de manière confidentielle, les noms du requérant, de tout parent du requérant autre que le titulaire du compte, ainsi que celui de la banque, demeurent confidentiels.

## **Informations fournies par les requérants**

### Le requérant [SUPPRIMÉ 1]

Le requérant [SUPPRIMÉ 1] a soumis un formulaire de requête identifiant la titulaire du compte comme étant sa tante maternelle, France Pfeiffer, née le 20 septembre 1922 à Lyon (France). Le requérant indique que ses grands-parents [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], avaient eu trois enfants : France Pfeiffer, [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] (la mère du requérant). Le requérant [SUPPRIMÉ 1] déclare que la famille Pfeiffer était juive. Le requérant [SUPPRIMÉ 1] ajoute que l'usine de son grand-père a été confisquée en 1939 et que la famille a dû fuir Mulhouse, où elle résidait, pour la région de Lyon où elle a vécu durant la Seconde Guerre mondiale jusqu'à la Libération, lorsque la famille est rentrée à Mulhouse. Le requérant [SUPPRIMÉ 1] indique que sa tante est décédée le 24 mai 1946 à Mulhouse et que sa mère et son autre tante, [SUPPRIMÉ], sont aussi décédées.

À l'appui de sa requête, le requérant [SUPPRIMÉ 1] a soumis des documents, notamment : 1) l'acte de mariage de ses grands-parents, lequel indique que [SUPPRIMÉ], fils d'[SUPPRIMÉ], a épousé [SUPPRIMÉ] le 28 avril 1923 ; 2) l'acte de décès de sa grand-mère, lequel indique que [SUPPRIMÉ], épouse de [SUPPRIMÉ], est décédée le 27 novembre 1964 ; 3) l'acte de décès de son grand-père, lequel indique que [SUPPRIMÉ], fils d'[SUPPRIMÉ] et veuf de [SUPPRIMÉ], est décédé le 29 mars 1969 ; 4) l'acte de naissance de sa mère, lequel indique que [SUPPRIMÉ] est née le 1er août 1930, et que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] ; 5) l'acte de mariage de ses parents, lequel indique que [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] se sont mariés le 27 avril 1951, qu'ils se sont divorcés plus tard, et que [SUPPRIMÉ] était la fille de [SUPPRIMÉ] et de [SUPPRIMÉ] ; 6) l'acte de décès de sa mère, lequel indique que [SUPPRIMÉ] est décédée le 21 décembre 1992, et que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] ; 7) son propre acte de naissance, lequel indique qu'il est né le 17 Avril 1953 et que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] ; et 8) son propre acte de mariage, lequel indique qu'il est né le 17 Avril 1953, et que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ].

Le requérant déclare être né le 17 avril 1953 à Mulhouse.

### Le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérante [SUPPRIMÉ 3]

Le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérante [SUPPRIMÉ 3], frère et sœur, ont soumis des formulaires de requête identifiant la titulaire du compte comme étant leur grand-mère paternelle, Frieda (Friedericke) Pfeifer, née Bormass le 27 novembre 1874, et qui avait épousé [SUPPRIMÉ] le 24 janvier 1899 à Wiesbaden, Allemagne. Dans leurs formulaires de requête, ils indiquent que leurs grands-parents, qui étaient juifs, résidaient à Landau, Allemagne, et que leur grand-père, [SUPPRIMÉ], était cultivateur, manufacturier et commerçant de tabac. Le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérante [SUPPRIMÉ 3] déclarent que leurs grands-parents avaient eu deux enfants : [SUPPRIMÉ], née [SUPPRIMÉ], et leur père, [SUPPRIMÉ] (qui par la suite a changé son nom en Claude [SUPPRIMÉ]). Le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérante [SUPPRIMÉ 3] ajoutent que leur grand-mère est décédée dans un accident de la route le 20

janvier 1928 à Francfort, Allemagne, suite à quoi, leur grand-père, qui était son héritier, a pris résidence à Landau jusqu'en 1934, lorsqu'il a déménagé vers Baden-Baden, Allemagne. Le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérante [SUPPRIMÉ 3] indiquent que leur grand-père a été déporté vers le camp de concentration de Gurs, où il a été détenu jusqu'à sa libération en 1941. Le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérante [SUPPRIMÉ 3] ajoutent que leur tante, [SUPPRIMÉ], a été assassinée par les Nazis. Selon le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérante [SUPPRIMÉ 3], leur père, qui avait étudié le droit à l'Université de Berne en Suisse avant la Seconde Guerre mondiale, travaillait comme avocat à Berlin, Allemagne, avant de s'enfuir en 1933 à Paris, France, où il utilisait le nom emprunté « [SUPPRIMÉ] ». Le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérante [SUPPRIMÉ 3] indiquent que la famille détenait des comptes dans de banques suisses. De plus, dans une lettre adressée au CRT le 2 décembre 2003, le requérant [SUPPRIMÉ 2] déclare que son père lui avait dit qu'il était possible que les comptes aient été ouverts en utilisant une version différente du nom de famille, à savoir, « Pfeiffer ».

À l'appui de leurs requêtes le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérante [SUPPRIMÉ 3] ont soumis les documents suivants: 1) l'acte de naissance de leur grand-père, lequel indique que [SUPPRIMÉ], fils de Michael et Gertraud Pfeifer, est né le 13 juin 1865 à Niederhochstadt, Allemagne ; 2) l'acte de décès de leur grand-père, lequel indique que [SUPPRIMÉ] est décédé le 29 septembre 1941 à Penne, France, et qu'il avait un fils appelé [SUPPRIMÉ] ; 3) un certificat émis par l'Université de Berne, lequel indique que [SUPPRIMÉ] a suivi des cours à cette université entre 1924 et 1926 ; 4) un certificat émis par la Police de Landau, lequel indique que [SUPPRIMÉ] est né le 12 mai 1903 et qu'il était le fils de [SUPPRIMÉ] et Frieda Pfeifer, née Bormass ; 5) la carte d'identité française de [SUPPRIMÉ], laquelle indique qu'il est né le 12 mai 1903 et que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et Frieda Pfeifer ; 6) un certificat émis par la Police départementale de Chatou, France, daté du 12 novembre 1944, lequel indique que [SUPPRIMÉ] utilisait le pseudonyme [SUPPRIMÉ] durant la Seconde Guerre mondiale ; 7) le testament de leur père, daté du 5 février 1986, lequel indique que [SUPPRIMÉ] léguait son héritage résiduaire à ses enfants, [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ 2] ; 8) l'acte de décès de leur père, lequel indique que [SUPPRIMÉ], né le 12 mai 1903, est décédé le 7 janvier 1987, qu'il était le fils de [SUPPRIMÉ] et Frieda Bormass, et qu'il avait une fille du nom d'[SUPPRIMÉ 3] ; 9) l'acte de naissance de la requérante [SUPPRIMÉ 3], lequel indique qu'[SUPPRIMÉ 3] est née le 6 octobre 1948, et que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] ; et 10) l'acte de naissance du requérant [SUPPRIMÉ 2], lequel indique que [SUPPRIMÉ 2] est né le 2 août 1952, et que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ].

Le requérant [SUPPRIMÉ 2] déclare être né le 2 août 1952 à New York, États Unis, et la requérante [SUPPRIMÉ 3] déclare être née le 6 octobre 1948, également à New York.

Précédemment, le requérant [SUPPRIMÉ 2] a soumis un formulaire de requête ATAG Ernst & Young en 1998, revendiquant un compte dans une banque suisse appartenant à [SUPPRIMÉ].

### **Informations contenues dans les documents bancaires**

Les documents bancaires consistent en des extraits imprimés de la base de données de la banque. Il ressort de ces documents que le ou la titulaire du compte était F. Pfeiffer. Les documents bancaires ne contiennent aucun renseignement relatif à l'endroit de résidence du ou de la titulaire du compte. Ils indiquent que le ou la titulaire du compte détenait un compte de type inconnu.

Il ressort des documents bancaires que le compte a été considéré en déshérence par la banque et a été transféré le 25 juin 1973 vers le compte en suspens de la banque, où il demeure encore. Selon ces mêmes documents, le solde de ce compte le jour de son transfert était de 13.05 francs suisses.

## **Analyse effectuée par le CRT**

### Jonction des requêtes

Conformément à l'article 37(1) des Règles de procédure pour le règlement des requêtes (« les Règles »), les requêtes portant sur un même compte ou des comptes apparentés pourront être jointes en une seule procédure à l'appréciation des juges. En l'espèce, le CRT estime opportun de joindre les cinq requêtes des requérants en une seule procédure.

### Identification du ou de la titulaire du compte

L'initiale du prénom et le nom de famille de la tante du requérant [SUPPRIMÉ 1] et de la grand-mère du requérant [SUPPRIMÉ 2] et de la requérant [SUPPRIMÉ 3] correspondent à l'initiale du prénom et au nom de famille non publiés du ou de la titulaire du compte. Le CRT note que les documents bancaires ne contiennent pas d'informations spécifiques concernant le ou la titulaire du compte, si ce n'est l'initiale de son prénom et son nom de famille.

À l'appui de leurs requêtes le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérant [SUPPRIMÉ 3] ont soumis plusieurs documents, notamment : 1) un certificat émis par la Police de Landau, lequel indique que [SUPPRIMÉ] était le fils de Frieda Pfeifer ; 2) la carte d'identité française de [SUPPRIMÉ], laquelle indique qu'il était le fils de Frieda Pfeifer ; et 3) l'acte de décès de leur père, lequel indique que Claude [SUPPRIMÉ] était le fils de Frieda Bormass, apportant ainsi une vérification indépendante que la personne identifiée comme étant la titulaire du compte portait la même initiale de prénom et le même nom de famille que le ou la titulaire du compte selon les documents bancaires.

Le CRT note que le parent du requérant [SUPPRIMÉ 1] et le parent des requérants [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ 3] ne sont pas la même personne. Cependant, étant donné que les requérants ont identifié toute l'information publiée et non publiée concernant le ou la titulaire du compte qui figure dans les documents bancaires ; qu'il n'y a pas d'informations supplémentaires dans les documents bancaires qui permettraient au CRT de déterminer l'identité du ou de la titulaire du compte ; et qu'aucune autre revendication n'a été reçue concernant ce compte, le CRT conclut que le requérant [SUPPRIMÉ 1], le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérant [SUPPRIMÉ 3] ont chacun identifié la titulaire du compte de façon plausible.

### La titulaire du compte en tant que victime de persécutions nazies

Le requérant [SUPPRIMÉ 1] a démontré qu'il est plausible que la titulaire du compte ait été victime de persécutions nazies. Il a affirmé que la titulaire du compte était juive et que sa famille avait dû fuir Mulhouse occupée par les Nazis pour la région de Lyon où ils ont vécu durant la Seconde Guerre mondiale.

Le CRT note que bien que selon les requérants [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ 3] la titulaire du compte n'a pas été victime de persécutions nazies, le mari de la titulaire du compte, qui était son héritier, et ses enfants ont été des victimes des persécutions nazies. Les requérants [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ 3] ont affirmé que la titulaire du compte était juive et que son mari a été interné au camp de concentration de Gurs entre 1940 et 1941, que sa fille a été assassinée par les Nazis, et que son fils s'est échappé de l'Allemagne nazie pour la France en 1933, où il a vécu avec un nom emprunté durant la guerre.

#### Le lien de parenté entre les requérants et la titulaire du compte

Chacun des requérants a rendu vraisemblable qu'il est apparenté à la titulaire du compte en produisant des documents démontrant que la titulaire du compte était la tante du requérant [SUPPRIMÉ 1] ou la grand-mère des requérants [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ 3]. Les documents que le requérant [SUPPRIMÉ 2] et la requérante [SUPPRIMÉ 3] ont soumis comprennent : 1) un certificat émis par la Police de Landau, lequel indique que [SUPPRIMÉ] était le fils de [SUPPRIMÉ] et Frieda Pfeifer, née Bormass ; 2) la carte d'identité française de [SUPPRIMÉ], laquelle indique que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et Frieda Pfeifer ; 3) le testament de leur père, lequel indique que [SUPPRIMÉ] léguait son héritage résiduaire à ses enfants, [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ 2] ; 4) l'acte de décès de leur père, lequel indique que Claude [SUPPRIMÉ] était le fils de [SUPPRIMÉ] et Frieda Bormass, et qu'il avait une fille du nom d'[SUPPRIMÉ 3] ; 5) l'acte de naissance de la requérante [SUPPRIMÉ 3], lequel indique que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ] ; et 6) l'acte de naissance du requérant [SUPPRIMÉ 2], lequel indique que ses parents étaient [SUPPRIMÉ] et [SUPPRIMÉ].

Le CRT note que le requérant [SUPPRIMÉ 1] a identifié des renseignements non publiés concernant la titulaire du compte qui figurent dans les documents bancaires. En outre, le CRT note que le requérant [SUPPRIMÉ 1] a soumis les documents suivants : 1) l'acte de mariage de ses grands-parents ; 2) l'acte de décès de sa grand-mère ; 3) l'acte de décès de son grand-père ; 4) l'acte de naissance de sa mère ; 5) l'acte de mariage de ses parents ; 6) l'acte de décès de sa mère ; 7) son propre acte de naissance ; et 8) son propre acte de mariage, et que les requérants [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ 3] ont soumis : 1) l'acte de naissance de leur grand-père ; 2) l'acte de décès de leur grand-père ; 3) un certificat émis par l'Université de Berne ; 4) un certificat émis par la Police de Landau ; 5) la carte d'identité française de [SUPPRIMÉ] ; 6) un certificat émis par la Police départementale de Chatou, France ; 7) le testament de leur père ; 8) l'acte de décès de leur père ; 9) l'acte de naissance de la requérante [SUPPRIMÉ 3] ; et 10) l'acte de naissance du requérant [SUPPRIMÉ 2]. Le CRT note que ces documents apportent une vérification indépendante que les parents maternels des requérants portaient le même nom de famille que la titulaire du compte. Finalement, le CRT note que les informations susmentionnées sont de celles que seul un parent est susceptible de connaître, ce qui dénote que le requérant [SUPPRIMÉ 1] connaissait effectivement la titulaire du compte comme membre de sa famille et tous ces renseignements renforcent la crédibilité de l'information fournie par le requérant [SUPPRIMÉ 1] quant à son lien de parenté avec la titulaire du compte, tel qu'il l'a indiqué dans son formulaire de requête.

#### Présomptions relatives aux comptes fermés « par inconnu »

Les documents bancaires indiquent que le compte a été transféré le 25 juin 1973 vers le compte en suspens de la banque, où il demeure encore.

### Fondement de la décision d'attribution

Le CRT a déterminé qu'une décision d'attribution peut être rendue en faveur des requérants. En premier lieu, les requêtes sont recevables conformément aux critères établis à l'article 23 des Règles. En second lieu, le requérant [SUPPRIMÉ 1] a démontré de manière plausible que la titulaire du compte était sa tante, et les requérants [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ 3] ont démontré de manière plausible que la titulaire du compte était leur grand-mère, et ces liens de parenté justifient qu'une décision d'attribution soit rendue. Enfin, le CRT a déterminé qu'il est plausible que ni la titulaire du compte ni ses héritiers n'aient reçu les avoirs des comptes revendiqués.

### Montant de la décision d'attribution

Dans le cas présent, la titulaire du compte détenait un compte de type inconnu. Les documents bancaires indiquent que le solde du compte de type inconnu était de 13.05 francs suisses en date du 25 juin 1973. En application de l'article 31(1) des Règles, ce montant est majoré de la somme de 435.00 francs suisses, qui reflète les frais bancaires standardisés prélevés sur ce compte entre 1945 et 1973. En conséquence, le solde ajusté du compte est de 448.05 francs suisses. En application de l'article 29 des Règles, lorsque le solde d'un compte de type inconnu ne dépasse pas 3'950.00 francs suisses, en l'absence de preuve plausible du contraire, le solde du compte sera fixé à 3'950.00 francs suisses. Conformément à l'article 31(1) des Règles, la valeur actuelle du compte est obtenue en multipliant le solde tel qu'il a été fixé en application de l'article 29 par un facteur de 12.5, produisant ainsi un montant total d'attribution de 49'375.00 francs suisses.

### Répartition du montant de la décision d'attribution

En application de l'article 26 des Règles, dans le cas où, d'une part, l'identité du titulaire du compte ne peut être déterminée précisément parce que les informations contenues dans les documents bancaires sont insuffisantes, et, d'autre part, plusieurs requérants non apparentés entre eux ont établi de manière plausible un lien de parenté avec une personne portant le même nom que le titulaire du compte, la décision d'attribution répartira le montant total du compte entre chaque requérant ou groupe de requérants selon un pourcentage correspondant aux principes de répartition qui s'appliqueraient normalement conformément aux présentes règles. En l'espèce, chaque requérant a établi de manière plausible un lien de parenté avec une personne portant le même nom que la titulaire du compte.

En application de l'article 23(1)(c) des Règles, si le conjoint du titulaire du compte n'a pas soumis de requête sur le compte, la décision d'attribution répartira le montant du compte à parts égales, par représentation, entre les descendants du titulaire du compte ayant soumis une requête sur le compte. En conséquence, le requérant [SUPPRIMÉ 1] a le droit de recevoir la moitié de la somme totale d'attribution et les requérants [SUPPRIMÉ 2] et [SUPPRIMÉ 3] ont le droit de recevoir chacun un quart de la somme totale d'attribution.

### **Portée de la décision d'attribution**

Le CRT informe les requérants que, conformément à l'article 20 des Règles, leurs requêtes feront

l'objet de recherches additionnelles afin de déterminer s'il existe d'autres comptes bancaires auxquels ils auraient droit. De telles recherches porteront notamment sur la base de données de la totalité des comptes, comprenant 4,1 millions de comptes bancaires suisses qui étaient ouverts entre 1933 et 1945.

### **Certification de la décision d'attribution**

Le CRT recommande à la Cour d'approuver la présente décision d'attribution afin que les Représentants spéciaux procèdent au paiement.

Claims Resolution Tribunal  
Le 15 juillet 2005